

COMMENTAIRES DE LA SOCIETE TELE2 FRANCE SAS SUR LE PROJET DE DECISION N°05-425 RELATIF AUX MARCHES DE LA TERMINAISON D'APPELS GEOGRAPHIQUES SUR LES RESEAUX ALTERNATIFS FIXES

Dans le cadre de la transposition du nouveau « paquet télécom » en droit français, l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ci-après l' « ARCEP » ou l' « Autorité ») a publié, le 17 janvier 2005, son analyse des marchés de la terminaison d'appels géographiques sur les réseaux alternatifs. Elle a soumis son document d'analyse à consultation publique jusqu'au 18 février 2005.

A la suite de cette consultation et de l'avis n° 05-A-10 du Conseil de la concurrence en date du 11 mai 2005, l'ARCEP a publié, le 15 juin 2005, un projet de décision portant sur la définition des marchés pertinents de la terminaison d'appels géographiques sur les réseaux alternatifs fixes, la désignation des opérateurs exerçant une influence significative sur ces marchés et les obligations imposées à ce titre.

La société Tele2 France SAS (ci-après « Tele2 ») a, par des contributions datant respectivement du mois de février et du mois de juillet 2005, apporté à l'ARCEP les commentaires que les documents ainsi soumis à consultation publique appelaient de sa part.

Suite à cette dernière consultation publique, l'ARCEP a alors modifié son projet de décision du 15 juin 2005, s'agissant des modalités de l'obligation d'accès qu'elle entend imposer aux opérateurs alternatifs puissants sur ces marchés, et a, à nouveau, soumis le projet de décision ainsi modifié à consultation publique jusqu'au 15 septembre 2005.

Ainsi, dans son nouveau projet de décision, l'ARCEP a notamment précisé les modalités d'application :

- De l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès à des prestations associées ;
- De l'obligation de faire droit aux autres demandes raisonnables ;
- Des engagements de qualité de service.

Or, au-delà des commentaires que Tele2 a d'ores et déjà développé dans le cadre de ses précédentes contributions précitées, auxquelles elle renvoie expressément, les modifications ainsi apportées par l'ARCEP n'appellent pas de commentaire complémentaire de sa part.